



CHAPITRE 68

Loi des caisses d'entraide économique

[Sanctionnée le 9 avril 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Caisses régies par la loi.

1. La présente loi régit les caisses d'épargne et de crédit dont le nom comprend l'expression « caisse d'entraide économique » et la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec.

Application de S.R., c. 293.

La Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) s'applique à ces caisses et à cette fédération, sauf dans le cas où la présente loi en dispose autrement.

Définition de « caisse » et « fédération ».

Dans la présente loi toutefois, le mot « caisse » désigne une caisse d'entraide économique et le mot « fédération » désigne la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec.

Déclaration de fondation.

2. La déclaration de fondation d'une caisse doit être conforme à la formule 1. Elle doit indiquer, en plus de ce qui est mentionné à l'article 6 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit,

a) le mode de paiement des parts sociales souscrites;

b) le montant des frais d'acquisition des parts sociales, s'il en est prévu, et leur mode de paiement;

c) la mention que la responsabilité des signataires est limitée au montant qu'ils ont versé sur leurs parts sociales et non pas à celui de leur souscription, conformément à l'article 6;

CHAPTER 68

An Act respecting the *caisses d'entraide économique*

[Assented to 9th April 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. This act governs the savings and credit unions whose names comprise the expression "*caisse d'entraide économique*" and the *Fédération des caisses d'entraide économique du Québec*. Unions governed by act.

The Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) applies to such unions and federation, except where otherwise provided by this act. R.S., c. 293 to apply.

In this act, however, the word "union" means a *caisse d'entraide économique* and the word "federation" means the *Fédération des caisses d'entraide économique du Québec*. "Union" and "federation" defined.

2. The founding memorandum of a union must be made in accordance with form 1. It must indicate, in addition to that which is mentioned in section 6 of the Savings and Credit Unions Act, Founding memorandum.

(a) the mode of payment of the shares subscribed;

(b) the amount of the cost of acquisition of the shares, where provided for, and its mode of payment;

(c) the mention that the liability of the signatories is limited to the amount they have paid on their shares and not to the amount of their subscription, in accordance with section 6;

d) la mention que les signataires peuvent résilier leur souscription conformément à l'article 10.

(d) the mention that the signatories may cancel their subscriptions in accordance with section 10.

Membres
d'une
caisse.

3. Les membres d'une caisse sont ses fondateurs et toute autre personne capable de contracter, qui

3. The members of a union shall be its founders and any other person capable of contracting, who

Membres
of union.

a) signe une demande d'admission conforme à la formule 2;

(a) signs an application for membership in accordance with form 2;

b) souscrit le nombre minimum de parts sociales déterminé par le règlement de la caisse pour devenir membre;

(b) subscribes for the minimum number of shares determined by by-law of the union to become a member;

c) s'engage à respecter le règlement de la caisse; et

(c) undertakes to comply with the by-laws of the union; and

d) est admise par le conseil d'administration.

(d) is admitted by the board of directors.

Règle-
ment.

4. Le règlement de la caisse doit, notamment, déterminer:

4. The by-laws of the union shall, in particular, determine: By-laws.

a) le nombre minimum de parts sociales qu'une personne doit souscrire pour devenir membre;

(a) the minimum number of shares that a person must subscribe to become a member;

b) le mode de paiement de ces parts;

(b) the mode of payment of such shares;

c) le taux des frais d'acquisition, s'il en est prévu, imposés à toute personne qui souscrit des parts sociales, lequel peut être calculé sur le total des sommes souscrites;

(c) the rate of the cost of acquisition, where provided for, imposed on every person subscribing for shares, which may be computed on the total of the amounts subscribed;

d) le mode de paiement et la répartition comptable de ces frais.

(d) the mode of payment and the apportionment of such cost.

Règle-
ment de
régie
interne.

5. Le règlement de régie interne de la caisse et toute modification qui y est apportée n'entrent en vigueur qu'à compter de leur approbation par la fédération.

5. The by-laws of internal management and any amendment made thereto shall come into force only from their approval by the federation. By-laws of internal management.

Approba-
tion et
publica-
tion.

Le présent article n'a pas pour effet de soustraire le règlement visé à l'article 39 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit à l'approbation par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives et à la publication suivant l'article 13 de ladite loi.

This section shall not have for effect to exempt the by-law contemplated in section 39 of the Savings and Credit Unions Act from approval by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives or from publication in accordance with section 13 of the said act. Approval and publication.

Responsa-
bilité.

6. La responsabilité d'un membre d'une caisse est limitée au montant qu'il a versé sur ses parts sociales et non pas à celui de sa souscription.

6. The liability of a member of a union is limited to the amount he has paid on his shares and not to that of his subscription. Limited liability.

Droit
d'entrée
non exi-
gible.

7. Une caisse ne peut exiger d'un nouvel adhérent ou d'un membre, en plus des frais d'acquisition de parts sociales, un droit d'entrée ou autre frais d'administration.

7. A union shall not require from a new member or from any member, in addition to the cost of acquisition of shares, an initiation fee or any other administrative cost. No initiation fee, etc.

Frais
d'admini-
stration.

Toutefois, elle peut exiger, de tout membre qui fait une demande d'emprunt garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie, des frais d'administration ou honoraires dont le montant est déterminé par le règlement de la caisse.

However, it may require from any member who applies for a loan guaranteed by hypothec, mortgage or pledge on real estate or equipment, administrative costs or fees the amount of which shall be determined by the by-laws of the union.

Adminis-
trative
costs.

Sollicita-
tion de
souscrip-
tions.

8. Une caisse peut faire solliciter par l'intermédiaire de personnes rémunérées des souscriptions de parts sociales qui sont soumises toutefois à l'acceptation du conseil d'administration de la caisse.

8. A union may, through persons remunerated, solicit subscriptions for shares which shall, however, be subject to acceptance by the board of directors of the union.

Soliciting
subscrip-
tions for
shares.

Imputa-
tion de
verse-
ments pé-
riodiques.

9. Si la formule de souscription de parts sociales utilisée par une caisse prévoit que la somme souscrite et les frais d'acquisition des parts sociales sont payables par versements périodiques, ceux-ci s'imputent d'abord au paiement des frais d'acquisition puis au paiement des parts sociales souscrites de façon à acquitter en entier chacune des unités au fur et à mesure des versements.

9. If the form of subscription for shares used by a union provides that the amount subscribed and the cost of acquisition of the shares is payable by periodic instalments, the latter are first posted to the payment of the cost of acquisition, then to the payment of the shares subscribed so as to pay for each unit in full as and when the instalments are received.

Posting
periodic
instal-
ments.

Résilia-
tion de
souscrip-
tion.

10. Toute personne qui souscrit des parts sociales peut, à sa seule discrétion, résilier sa souscription dans les trente jours de la signature de telle souscription en donnant à la caisse un avis écrit à cet effet. La souscription est résiliée de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis.

10. Any person subscribing for shares may, at his sole discretion, cancel his subscription within thirty days of the signature of such subscription by giving a written notice to that effect to the union.

Cancellat-
ion of
subscrip-
tion.

Effet.

La souscription est résiliée de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis.

The subscription shall be cancelled of right from the date the notice is received.

Effect.

Restitu-
tion.

Dans les sept jours suivant la résiliation de la souscription, les parties doivent se restituer ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre y compris les frais d'acquisition.

Within seven days following the cancellation of the subscription, the parties shall return what they have received from each other, including the cost of acquisition.

Return of
amounts
received.

Intérêt
sur parts
sociales.

11. Une caisse ne peut payer un intérêt sur les parts sociales qu'à même les trop-perçus annuels ou le compte de surplus visé à l'article 14.

11. A union shall pay interest on shares only out of the annual operating surplus or out of the surplus account contemplated in section 14.

Payment
of interest
on shares.

Réparti-
tion des
trop-
perçus.

12. Les membres de la caisse, en assemblée annuelle, après avoir pris connaissance des recommandations du conseil d'administration et en se basant sur le compte rendu du dernier exercice social, répartissent le montant des trop-perçus annuels en les affectant d'abord à la constitution de la réserve générale conformément à l'article 13. Le solde, s'il y a lieu, est affecté

12. The members of the union, at the annual meeting, after considering the recommendations of the board of directors and in accordance with the statement of the last fiscal year, shall divide the amount of the annual operating surplus by first allocating it to the establishment of a general reserve in accordance with section 13. The balance, if any, shall be allocated

Dividing
annual
operating
surplus.

a) au paiement de l'intérêt sur les parts sociales versées;

(a) to the payment of interest on paid-up shares;

b) au paiement de ristournes aux déposants ou emprunteurs; ou

c) à la constitution du compte de surplus visé à l'article 14.

(b) to the payment of rebates to depositors or borrowers; or

(c) to the establishment of the surplus account contemplated in section 14.

Réserve
générale.

13. Toute caisse doit établir et maintenir une réserve générale. Celle-ci ne peut être partagée entre les membres en totalité ou en partie.

13. Every union must establish and maintain a general reserve. It shall not be divided among the members in whole or in part.

General
reserve.

Somme
affectée.

Une somme représentant au moins six pour cent des revenus bruts annuels de la caisse doit y être affectée. Toutefois, avant cette affectation, il peut être déduit de cette somme:

An amount representing not less than six per cent of the gross annual income of the union must be allocated thereto. However, before such allocation, the following may be deducted from such amount:

Allocation
of
amount.

a) le montant dont a été augmentée la provision pour mauvaises créances sur les prêts aux membres, à raison d'au plus un demi de un pour cent par année du montant total des prêts aux membres jusqu'à concurrence de la somme qui porte le total de la provision à un et demi pour cent du montant total de ces prêts;

(a) the amount by which the reserve for bad debts on loans to members was increased, at a rate of not more than one-half of one per cent per year of the total amount of the loans to the members, up to the amount which increases the total of the reserve to one and one-half per cent of the total amount of such loans;

b) le montant dont a été augmentée la provision pour pertes éventuelles sur les placements visés aux paragraphes a à e de l'article 82 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit, à raison d'au plus un demi de un pour cent par année du montant total de ces placements jusqu'à concurrence de la somme qui porte le total de la provision à un et demi pour cent du montant total de ces placements.

(b) the amount by which the reserve for possible losses on investments contemplated in subparagraphs a to e of section 82 of the Savings and Credit Unions Act was increased, at a rate of not more than one-half of one per cent per year of the total amount of such investments, up to the amount which increases the total of the reserve to one and one-half per cent of the total amount of such investments.

Réduction
de pour-
centage.

Le pourcentage de six pour cent des revenus bruts annuels à être affecté à la réserve générale peut être réduit à trois pour cent lorsque cette réserve devient supérieure à cinq pour cent du montant représenté par les épargnes, les dépôts, les emprunts de la caisse et les sommes versées sur les parts sociales, calculé à la fin du dernier exercice social.

The percentage of six per cent of the annual gross income to be allocated to the general reserve may be reduced to three per cent when such reserve becomes greater than five per cent of the amount represented by the savings, deposits, borrowings of the union and sums paid on shares, as computed at the end of the last fiscal year.

Reduction
of per-
centage.

Compte
de
surplus.

14. Une caisse peut décréter, par règlement, la création d'un compte de surplus à même les trop-perçus annuels.

14. A union may, by by-law, order the establishment of a surplus account out of the annual operating surplus.

Surplus
account.

Pertes
d'opéra-
tions.

Les pertes d'opérations du dernier exercice social, le cas échéant, sont d'abord débitées à ce compte.

The operating losses of the last fiscal year, if any, shall first be debited to such account.

Debiting
losses.

Affecta-
tion du
solde.

L'assemblée annuelle peut affecter le solde de ce compte, en totalité ou en partie, au paiement de l'intérêt sur les parts sociales. Le virement à cette fin est limité toutefois au montant qui a pour effet de

The annual meeting may allocate the balance of such account, in whole or in part, to the payment of interest on shares. The transfer for such purpose shall, however, be limited to the amount which has

Allocation
to
interest.

porter le taux d'intérêt sur les parts sociales au taux moyen des trois dernières années.

Dissolu-
tion.

En cas de dissolution d'une caisse, le solde de ce compte est dévolu à la fédération.

for effect to increase the rate of interest on shares to the average rate of the last three years.

In case of dissolution of a union, the balance of such account shall devolve to the federation.

Dissolu-
tion.

Ordres de
paiement.

15. Un membre ne peut tirer d'ordres de paiement sur sa caisse.

15. A member shall not draw orders to pay on his union.

Orders
to pay.

Emprunts
restreints.

16. Une caisse ne peut emprunter que pour des besoins temporaires de trésorerie seulement.

16. A union shall not borrow except only for temporary needs of the treasury.

Borrowing
restricted.

Emprunts
auprès de
la fédéra-
tion.

Ces emprunts ne peuvent être faits qu'auprès de la fédération à moins que celle-ci n'ait autorisé spécialement une caisse à emprunter auprès d'une autre institution financière et jusqu'à concurrence de la limite fixée par elle.

Such borrowings shall only be made from the federation unless the union is specially authorized by it to borrow from another financial institution and up to the limit fixed by the federation.

Id., from
federation.

Interdic-
tion.

Une caisse ne peut emprunter auprès d'une autre caisse.

A union shall not borrow from another union.

Prohibi-
tion.

Emprunts
maxi-
mums.

17. Le montant total des sommes empruntées par une caisse ne doit, en aucun temps, sauf avec l'autorisation de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, excéder dix pour cent du montant représenté par les épargnes des membres, le capital versé et non entamé et la réserve générale visée à l'article 13.

17. The total of the amounts borrowed by a union must not, at any time, except with the authorization of the Québec Deposit Insurance Board, exceed ten per cent of the amount represented by the savings of the members, the paid-up and unimpaired capital and the general reserve contemplated in section 13.

Limit of
amounts
borrowed.

Sommes
non con-
sidérées
comme
emprunts.

Pour les fins du présent article, les épargnes confiées à une caisse par ses membres et les emprunts entièrement garantis par nantissements de valeurs mobilières ne sont pas comptés comme des sommes empruntées.

For the purposes of this section, the savings deposited in a union by its members and the borrowings fully secured by the pledge of securities shall not be regarded as sums borrowed.

Savings,
etc., not
deemed
sums
borrowed.

Actif
disponi-
ble.

18. L'actif disponible d'une caisse moins ses emprunts auprès de la fédération ou d'une institution financière visée à l'article 16, doit toujours être au moins égal à

18. The available assets of a union less its borrowings from the federation or a financial institution contemplated in section 16, shall always be at least equal to

Available
assets.

a) dix pour cent du capital social versé; et

(a) ten per cent of the paid-up capital; and

b) quinze pour cent des sommes représentées par les épargnes des membres.

(b) fifteen per cent of the amounts represented by the savings of the members.

Idem.

Pour les fins du présent article, l'actif disponible comprend l'encaisse, les dépôts auprès d'une banque, d'une compagnie de fidéicommis, de la fédération ou d'une caisse d'épargne et de crédit autre qu'une caisse d'entraide économique et les placements visés aux paragraphes a et b de

For the purposes of this section, available assets comprise cash in hand, deposits in a bank, with a trust company or the federation or in a savings and credit union other than a *caisse d'entraide économique*, and the investments contemplated in subparagraphs a and b of section 82 of

Idem.

l'article 82 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit. the Savings and Credit Unions Act.

Approba-
tion de
certains
prêts.

19. Le règlement de la caisse peut décréter que certains prêts autorisés par la commission de crédit doivent être approuvés par le conseil d'administration de la caisse. Il en détermine les catégories et les montants.

19. The by-laws of a union may pre-
scribe that certain loans authorized by the
committee on credit must be approved
by the board of directors of the union.
They shall determine the classes and
amounts of such loans. Approval
of certain
loans.

Approba-
tion par
fédération.

20. Tout prêt consenti par une caisse à un membre, garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie destinés à des fins industrielles ou commerciales et qui excède trois pour cent de l'actif de la caisse, doit être approuvé par la commission de crédit de la fédération.

20. Every loan granted by a union to a member, secured by hypothec, mort-
gage or pledge on real estate or equipment
used for industrial or commercial purposes
and which exceeds three per cent of the
assets of the union, must be approved by
the committee on credit of the federation. Approval
of loan
by fede-
ration.

Exception.

Dans aucun cas cependant, cette appro-
bation n'est requise pour les prêts de moins
de trente mille dollars.

In no case, however, shall such approval
be required for loans of less than thirty
thousand dollars. Exception.

Restric-
tion non
applica-
ble.

La restriction visée au premier alinéa ne
s'applique pas si le paiement du principal
et les intérêts est garanti par le Gouverne-
ment du Canada ou de la province ou une
société de la Couronne du chef du Canada
ou de la province.

The restriction contemplated in the first
paragraph does not apply if the payment
in principal and interest is guaranteed by
the Government of Canada or of the
Province or by a Crown corporation in
right of Canada or of the Province. Restriction
not
to apply.

Manuel
de procé-
dure.

21. La fédération doit adopter un ma-
nuel de procédure relative aux prêts hypo-
thécaires qui doit être suivi par ses caisses
affiliées.

21. The federation must adopt a
handbook of procedure relating to hypothe-
cary loans and it must be followed by its
affiliated unions. Handbook
of pro-
cedure.

Prêt à un
membre
du conseil.

22. Tout prêt consenti à un membre
du conseil d'administration d'une caisse
doit être approuvé par la fédération.

22. Every loan granted to a member
of the board of directors of a union must
be approved by the federation. Loan to
director.

Divulga-
tion de
prêt à un
membre
du conseil.

De plus, tout prêt dû par un membre du
conseil d'administration d'une caisse, sauf
s'il s'agit d'un prêt sur reconnaissance de
dette ou d'un prêt garanti par hypothèque
sur sa résidence personnelle, doit être
divulgué dans les soixante jours à la Régie
de l'assurance-dépôts du Québec avec men-
tion du nom de chaque emprunteur, du
montant du prêt consenti ainsi que du
taux d'intérêt.

Furthermore, every loan owing by a
member of the board of directors of a
union, except in the case of a loan on
acknowledgement of debt or a loan guar-
anteed by hypothec on his personal resi-
dence, must be disclosed within sixty days
to the Québec Deposit Insurance Board
with mention of the name of each bor-
rower, the amount of the loan granted
and the rate of interest. Disclosure
of loan to
member of
the Board.

Règles ap-
plicables.

23. Les règles visées à l'article 22
s'appliquent également à tout prêt con-
senti

23. The rules contemplated in section
22 also apply to every loan granted Rules to
apply.

a) aux membres du bureau, au conjoint
ou aux enfants d'un membre du bureau,
du conseil d'administration, de la com-
mission de crédit ou du conseil de sur-
veillance de la caisse;

(a) to an officer, the spouse or children
of an officer, of a member of the board of
directors, of the committee on credit or of
the board of supervision of the union;

b) à une corporation dans laquelle l'une des personnes visées au paragraphe a ou un membre du conseil d'administration, de la commission de crédit ou du conseil de surveillance, détient directement ou indirectement plus de dix pour cent des actions auxquelles est attaché un droit de vote du capital-actions de cette corporation;

c) à une corporation dont plus de cinquante pour cent du capital-actions est détenu, directement ou indirectement, par un groupe exclusivement formé de personnes visées au paragraphe a ou des membres du conseil d'administration, de la commission de crédit ou du conseil de surveillance de la caisse.

(b) to a corporation in which one of the persons contemplated in paragraph a or a member of the board of directors, of the committee on credit or of the board of supervision holds directly or indirectly more than ten per cent of the voting shares of the share capital of such corporation;

(c) to a corporation in which more than fifty per cent of the share capital is held, directly or indirectly, by a group exclusively composed of persons contemplated in paragraph a or of the members of the board of directors, of the committee on credit or of the board of supervision of the union.

Abstention de siéger.

24. Tout membre du conseil d'administration d'une caisse qui a fait une demande d'emprunt doit s'abstenir de siéger lorsque sa demande fait l'objet de délibération et de décision.

24. Every member of the board of directors of a union who has applied for a loan must abstain from sitting at the meeting when his application is being considered and decided upon. Applicant to abstain from sitting.

Restriction.

25. Une caisse ne peut recevoir de dépôt d'une autre caisse.

25. A union shall not receive deposits from another union. Prohibition.

Nomination du vérificateur.

26. L'assemblée annuelle doit nommer un vérificateur chargé de vérifier le compte rendu annuel de la caisse visé à l'article 80 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit. Cette vérification doit être faite par un comptable agréé qui en signe le rapport. Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut déterminer la forme de ce compte rendu.

26. The annual meeting shall appoint an auditor to audit the annual report of the union contemplated in section 80 of the Savings and Credit Unions Act. Such audit must be made by a chartered accountant who shall sign the report thereof. The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may determine the form of such annual report. Appointment of auditor.

Fonctions de la commission de crédit.

27. La commission de crédit de la fédération a pour fonction:

a) d'autoriser les prêts aux caisses affiliées et la signature de quittances, mainlevées ou cessions de priorité; et

b) d'approuver tout prêt visé aux articles 20, 22 et 23.

27. The duties of the committee on credit shall be: Duties of committee on credit.

(a) to authorize loans to affiliated unions and the signing of releases, discharges or waivers of priority; and

(b) to approve any loan contemplated in sections 20, 22 and 23.

Responsabilité.

L'approbation de la fédération n'engage pas sa responsabilité.

The approval of the federation does not engage its liability. No liability.

Nomination des membres de la commission de crédit.

28. Le conseil d'administration de la fédération nomme les membres de la commission de crédit qui peuvent être choisis parmi les employés de la fédération ou les membres des caisses affiliées.

28. The board of directors of the federation shall appoint the members of the committee on credit, who may be chosen among the employees of the federation or the members of the affiliated unions. Appointment of members of committee.

Membres
exclus.

Seuls les membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance de la fédération ne peuvent en faire partie.

Only members of the board of directors and of the board of supervision of the federation shall not become members of the committee on credit.

Members
disqual-
ified.

Nombre
et mandat
des com-
missaires.

Le règlement de la fédération détermine le nombre et la durée du mandat des commissaires de crédit, les qualifications requises pour remplir leur fonction, le mode de leur rémunération, le quorum, la façon de combler les vacances ainsi que l'étendue et les conditions de l'exercice du mandat de la commission de crédit.

The by-laws of the federation shall determine the number of commissioners, their terms of office, the qualifications required to perform their duties, the mode of their remuneration, the quorum, the manner in which to fill vacancies and the scope and conditions of exercise of the duties of the committee on credit.

Number
and term
of office
of com-
missioners.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

29. Les dispositions de la présente loi relatives aux caisses ne s'appliquent pas à la fédération.

29. The provisions of this act relating to unions do not apply to the federation.

Provisions
not to
apply.

Disposi-
tions non
applica-
bles à la
Caisse de
Québec.

30. La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec est réputée être une caisse d'entraide économique au sens de la présente loi sauf que l'article 5, le dernier alinéa de l'article 14, les deuxième et troisième alinéas de l'article 16, les mots « auprès de la fédération ou d'une institution financière visée à l'article 16, » qui suivent le mot « emprunts » à la deuxième ligne de l'article 18, l'article 20 et le premier alinéa de l'article 22 ne s'y appliquent pas à moins qu'elle ne devienne affiliée à la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec.

30. The *Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec* is deemed to be a union within the meaning of this act except that section 5, the last paragraph of section 14, the second and third paragraphs of section 16, the words "from the federation or a financial institution contemplated in section 16," following the word "borrowing" in the second line of section 18, section 20 and the first paragraph of section 22 do not apply to it unless it becomes affiliated with the *Fédération des caisses d'entraide économique du Québec*.

Caisse
deemed
to be a
union.

Entrée en
vigueur
(1^{er} oct.
1974, *G.O.*
p. 4071).

31. La présente loi entrera en vigueur à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

31. This act shall come into force on the date or dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force
(1 Oct.
1974, *O.G.*
p. 4071).

ANNEXE I

FORMULE 1 (Article 2)

Déclaration de fondation
d'une caisse d'entraide économique

Les soussignés déclarent qu'ils désirent former une caisse d'entraide économique à responsabilité limitée, sous le nom de « Caisse d'entraide économique de..... » avec siège social à..... dans le district électoral de..... et qu'ils s'engagent, pour en devenir membres, à souscrire le nombre de parts sociales indiqué en regard de leurs noms, payables de la façon y indiquée.

Ils s'engagent aussi à payer le montant des frais d'acquisition des parts sociales souscrites indiqué en regard de leurs noms, payable de la manière y indiquée.

La responsabilité des signataires est limitée au montant qu'ils ont versé sur leurs parts sociales et non pas à celui de leur souscription.

Les signataires peuvent résilier leur souscription dans les trente jours de la signature de celle-ci en donnant au secrétaire provisoire de la caisse ou à la caisse un avis par écrit à cet effet conformément à l'article 10 de la loi.

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera.....

M..... (nom)..... (prénoms).....

(occupation)

(résidence)

est désigné comme secrétaire provisoire de la caisse pour remettre au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la présente déclaration et convoquer l'assemblée d'organisation par.....

(indiquer le mode de convocation)

dans les soixante jours de la publication de l'avis d'approbation dans la *Gazette officielle du Québec*.

La caisse sera affiliée à la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec.

Daté à..... ce..... 19....

APPROBATION

SCEAU

Sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives

(En lettres moulées ou de préférence à la machine à écrire)	SIGNATURE	Nombre de parts sociales de \$5.00 souscrites	Mode de paiement des parts sociales	Montant des frais d'acqui- sition	Mode de paiement des frais d'acqui- sition
Nom					
Prénoms					
Résidence	fondateur				
Occupation	Témoin.....				

EXTRAIT DE LA
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

Volume:

Numéro:

Page:

Date:

SCHEDULE I

FORM 1 (Section 2)

*Founding memorandum
of a caisse d'entraide économique*

The undersigned declare that they wish to form a *caisse d'entraide économique* with limited liability, under the name of "*Caisse d'entraide économique de.....*," with its corporate seat at..... in the electoral district of..... and that they undertake, in order to become members thereof, to subscribe for the numbers of shares indicated opposite their names and payable in the manner there indicated.

They also undertake to pay the amount of the cost of acquisition of the shares subscribed indicated opposite their names, payable in the manner there indicated.

The liability of the signatories shall be limited to the amount they have paid on their shares and not to that of their subscription.

The signatories may cancel their subscriptions within thirty days of their signing them by giving written notice to that effect to the provisional secretary of the union or the union in conformity with section 10 of the act.

The territory in which the union will recruit its members shall be.....

Mr.....
(surname) (given names)

.....
(occupation) (address)

is appointed provisional secretary to the union to forward this memorandum to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives and to call the organization meeting by.....

(indicate mode of calling)

within sixty days of publication of the notice of approval in the *Québec Official Gazette*. The union will be affiliated with the *Fédération des caisses d'entraide économique du Québec*.

Dated at..... this..... 19....

APPROVAL

SEAL

Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives

(In block letters or, preferably, in typewriting)		SIGNATURE	Number of \$5.00 shares subscribed	Mode of payment of shares	Amount of cost of acquisition	Mode of payment of cost of acquisition
Surname						
Given Names						
Address		founder				
Occupation		Witness.....				

EXTRACT FROM THE
QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Volume:

Number:

Page:

Date:

FORMULE 2 (Article 3)

*Demande d'admission
comme membre d'une caisse
d'entraide économique*

Je, soussigné, demande à devenir mem-
bre.....
(nom de la caisse)

dont le siège social est à.....

Je m'engage à respecter le règlement
de la caisse et je souscris.....
parts sociales de cinq dollars payables de
la façon suivante:.....

Je m'engage aussi à payer la somme
de.....représentant le montant
des frais d'acquisition des parts sociales
que j'ai souscrites, payable de la façon
suivante:.....

Ma responsabilité comme membre est
limitée au montant que j'aurai versé sur
mes parts sociales et non pas à celui de ma
souscription.

Je peux résilier ma souscription de parts
sociales dans les trente jours de la signa-
ture des présentes en donnant à la caisse
un avis par écrit à cet effet conformément
à l'article 10 de la loi.

Signé en double à.....ce.....
.....19.....

Témoin.....
(signature)

(signature)

Adresse.....
Occupation.....

Admis par le conseil d'administration,
ce.....19.....

(signature de la personne autorisée)

FORM 2 (Section 3)

*Application for membership
in a caisse d'entraide économique*

I, the undersigned, apply for member-
ship in.....
(name of the union)

the corporate seat of which is at.....

I undertake to comply with the by-laws
of the union and I subscribe for.....
shares of five dollars each payable as
follows:.....

I also undertake to pay the sum of.....
as the amount of the cost of acquisition
of the shares I have subscribed for, pay-
able as follows:.....

My liability as a member is limited to
the amount I shall have paid on my shares,
not to the amount I have subscribed for.

I may cancel my subscription for shares
within thirty days of the signature of this
application by giving a written notice to
that effect to the union in accordance with
section 10 of the act.

Signed in duplicate at.....
this.....19.....

Witness.....
(signature)

(signature)

Address.....
Occupation.....

Accepted by the board of directors,
this.....19.....

(signature of authorized person)